

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q/LIE/1

24 octobre 1996

(96-4448)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS CONNEXES

Liechtenstein¹

Le présent document contient le texte de la déclaration faite par la délégation du Liechtenstein lors de l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes auquel le Conseil a procédé à la réunion qu'il a tenue du 22 au 25 juillet 1996.²

La législation du Liechtenstein sur le droit d'auteur comprend la Loi du 26 octobre 1928 concernant le droit d'auteur modifiée en 1959 et 1988, qui a été distribuée sous la cote IP/N/1/LIE/C/1, et l'Ordonnance sur certains droits de propriété intellectuelle adoptée le 30 janvier 1996, qui a été distribuée sous la cote IP/N/1/LIE/C/2/Rev.1. Il convient de mentionner que, depuis la mise en oeuvre de la Loi, la justice n'a été saisie que de cinq affaires de droit d'auteur.

Le Liechtenstein est membre de la Convention de Berne mais n'a pas encore ratifié les articles premier à 21 de la version de Stockholm. En application des dispositions de l'article 6 de la Loi concernant le droit d'auteur, le traitement national est accordé conformément aux conventions internationales telles que la Convention de Berne et l'Accord sur les ADPIC.

La Loi concernant le droit d'auteur se divise en cinq grandes sections:

- i) dispositions générales
 - ii) étendue du droit d'auteur
 - iii) durée de la protection
 - iv) sanctions civiles et pénales
 - v) dispositions finales
- Cette loi protège les oeuvres littéraires et artistiques, ainsi que les oeuvres photographiques, les recueils, les reproductions telles que les traductions ou d'autres oeuvres de caractère personnel. Les compilations de données sont protégées par la Loi contre la concurrence déloyale.

¹La notification des lois et réglementations relatives au droit d'auteur et aux droits connexes présentée par le Liechtenstein au titre de l'article 63:2 de l'Accord a été distribuée sous les cotes IP/N/1/LIE/1, IP/N/1/LIE/C/1 et 2, et IP/N/1/LIE/C/2/Rev.1.

²Le compte rendu de la réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/8.

Les programmes informatiques sont assujettis à l'Ordonnance et sont protégés en tant qu'oeuvres littéraires.

- Les dispositions relatives à l'étendue du droit d'auteur prévoient que le titulaire de celui-ci a le droit exclusif de reproduire son oeuvre, de vendre ou de mettre en circulation d'une autre manière des exemplaires de son oeuvre, de la faire réciter, représenter, exécuter ou exhiber publiquement, d'exposer une oeuvre non encore publiée, de la radiodiffuser ou de la faire radiodiffuser. Ces droits s'étendent à la reproduction modifiée, par exemple la traduction, l'adaptation à des instruments ou la reproduction par la cinématographie. L'Ordonnance porte aussi sur le droit de louer et de prêter de telles oeuvres.

Le droit d'auteur ne s'applique pas aux oeuvres destinées à l'usage privé, aux textes juridiques, à la reproduction de discours prononcés en public, aux oeuvres littéraires publiées dans les journaux, si le titulaire du droit d'auteur n'est pas indiqué expressément dans la source, ni aux courtes citations sous réserve qu'il soit fait mention de l'auteur, ni aux simples nouvelles. Les mêmes dispositions valent pour les oeuvres scientifiques ou destinées à l'enseignement. L'usage privé exclut tout bénéfice commercial.

Les droits connexes, y compris les droits des artistes interprètes ou exécutants, ceux des producteurs d'enregistrements sonores et de vidéogrammes, ceux des producteurs de films et ceux des sociétés de radiodiffusion sont protégés par l'Ordonnance. Les dispositions concernant les droits de prêt et de location ainsi que les exceptions susmentionnées valent pour les droits connexes. Etant donné qu'il n'existe pas au Liechtenstein de société nationale de recouvrement, il n'y a pas de système national de rémunération collective. Les titulaires de droits des Etats Membres de l'OMC ont toute latitude de demander une rémunération individuelle. S'il s'ensuit un litige, le juge est habilité à déterminer la rémunération équitable.

- En général, la durée de la protection est de 50 ans pour le droit d'auteur et les droits connexes.
- Les infractions à la législation concernant le droit d'auteur et les droits connexes donnent lieu à des poursuites civiles ou pénales et des voies de recours sont prévues conformément à la Partie III de l'Accord sur les ADPIC. Dans les procédures civiles, des mesures conservatoires peuvent être prises et, dans les procédures pénales, des peines privatives de liberté ou des peines pécuniaires pouvant atteindre 360 000 francs suisses peuvent être infligées.
- L'introduction de mesures à la frontière est toujours à l'examen et le Parlement reviendra sur la question à sa prochaine session en septembre.